Évaluation des politiques publiques en faveur de la mobilité sociale des jeunes

Mmes Louise Morel et Cécile Untermaier rapporteures

Mercredi 3 avril 2024



LA MOBILITÉ SOCIALE DES JEUNES : LE CONSTAT D'UNE CERTAINE STAGNATION

La mobilité sociale, une réalité sur la longue durée

La mobilité sociale des jeunes, une réalité aux causes essentiellement structurelles : évolution générale des emplois, désindustrialisation et tertiarisation de l'économie.

L'ascenseur social enrayé

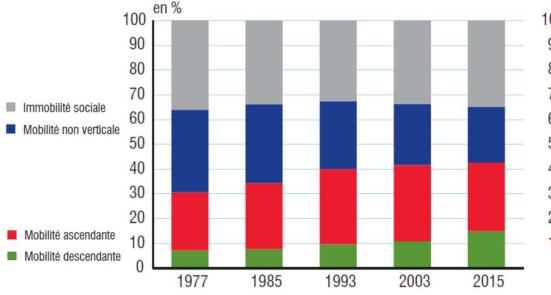
- Une relative stagnation depuis une vingtaine d'années
- Des trajectoires professionnelles loin d'être toujours ascendantes

La mobilité peut être ascendante, descendante (déclassement social), ou non verticale.

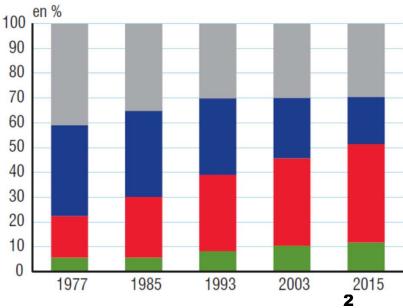
Mobilité intergénérationnelle: entre parents et enfants

Mobilité intragénérationnelle: revenu et position sociale d'un individu évoluent au cours de sa vie.





b. Pour les femmes comparées à leur mère



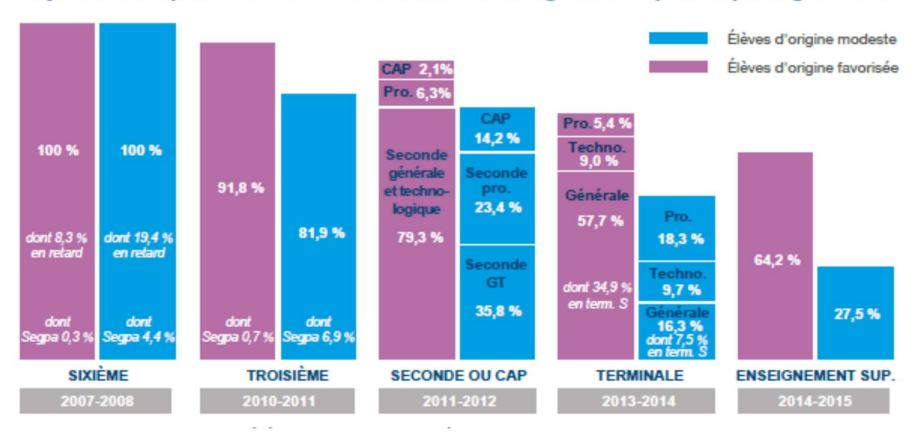
Source: INSEE, France Portrait social 2019



LE POIDS DÉTERMINANT DES INÉGALITÉS SOCIALES SUR L'AVENIR DES JEUNES

- Les origines sociales jouent toujours fortement sur les parcours scolaires et l'orientation.
- L'accès à l'enseignement supérieur est très conditionné par les inégalités socioculturelles.
- L'entrée dans la vie active des jeunes est différenciée selon leur origine.

Trajectoires comparées des élèves de la sixième à l'enseignement supérieur, par origine sociale



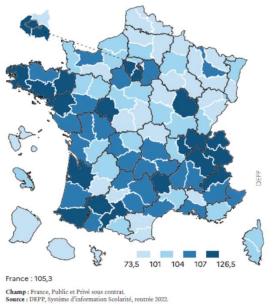
Source : France Stratégie, La force du destin, 2023



DES DISPARITÉS TERRITORIALES



Source: DEPP. L'état de l'école, 2023



182 250 254 259 276,5 France: 253,5

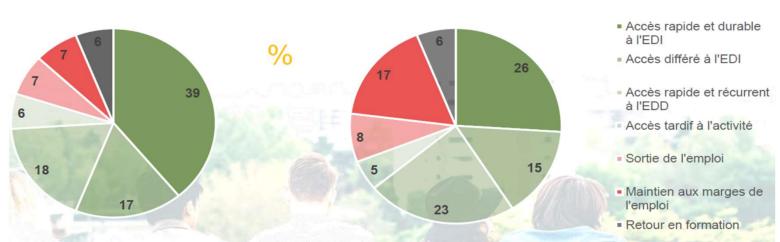
Score moyen en maths, classes de 6e (2022)

Champ: France, Public et Privé sous contrat. Source: DEPP, évaluation exhaustive de début de sixième, rentrée 2022.

UNE INSERTION PROFESSIONNELLE SOCIALEMENT DÉTERMINÉE

Cadre avec cadre

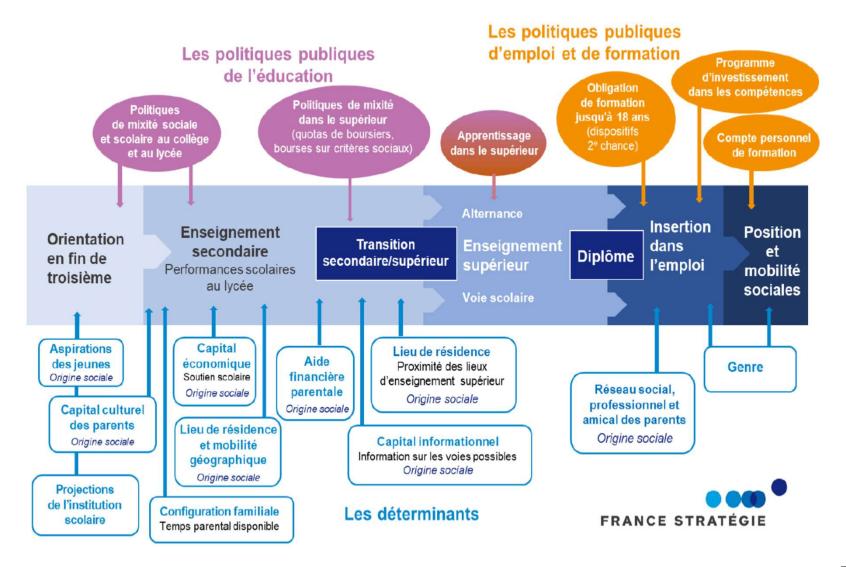
Dominante ouvrière



Source: Céreq



LA PANNE DE L'ASCENSEUR SOCIAL EST MULTIFACTORIELLE, COMPTE TENU DES NOMBREUX DÉTERMINANTS QUI Y CONCOURENT





LA MOBILITÉ SOCIALE DES JEUNES, UNE PRÉOCCUPATION CONSTANTE

- > Le Livre blanc (2001)
- ➤ La Commission nationale sur l'autonomie des jeunes (2002)
- > Le Livre vert (2009)

Plusieurs plans d'action récents

- « Agir pour la jeunesse » (2009)
- « Priorité jeunesse » (2013)
- « 1 jeune 1 solution » (2020)
- > CNR jeunesse (2023)

Des moyens importants :

Près de 60 dispositifs identifiés Plus de 12 milliards d'euros

	1) Enseignement scolaire	2) Enseignement supérieur	Emploi et insertion professionnelle	4) Autres domaines
9)			PACEA (Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie) EPIDE (Établissement public dinsertion dans l'emploi) (2) E2C (écoles de la deuxième chance) CEJ (Contrat d'engagement jeune) (1) Contrat de professionnalisation Contrats aidés Adultes relais (contrats aidés) Compte personnel de formation (CPF) Plan d'investissement dans les compétences (PIC) Missions locales (1) Service militaire adapté (1) Parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, hospitalière et d'État.	
	Obligation de formation 16-18 ans (3) Apprentissage (niveau du secondaire) (3) Promo 16-18 (3) Bourses et aides au mérite (niveau du secondaire) Fonds sociaux (niveau du secondaire) Bourses et aides, scolarité des français à l'étranger Petits déjeuners et tarification sociale des cantines	Prêt étudiant garanti par l'État (PEGE) Erasmus +	Classes Prépas Talents (1) (2) Classes préparatoires au concours sous-officier et aux concours administratifs (ultra-marins) (1) (2) Cadres d'avenir Conventions avec des associations d'accompagnement à l'orientation Chaîne de reconversion des jeunes engagés en Gendarmerie Cadet de la gendarmerie nationale (In SNU) Passeport pour la mobilité de la formation professionnelle (Drom) (1) Journée défense et citoyenneté Journée défense et mémoire nationale Service militaire volontaire	



UNE ACTION PUBLIQUE EN MANQUE DE COHÉRENCE ET D'EFFICACITÉ

Des dispositifs à défaut d'une politique

Les mesures les plus importantes

Un manque de coordination au niveau national

Proposition: Appliquer les dispositions du décret n° 82-357 du 30 avril 1982 relatives à la réunion biannuelle du comité interministériel de la jeunesse.

Dispositifs	Domaines	Montants
Bourses et autres aides du supérieur (y compris aide à la mobilité géographique Parcoursup)	Enseignement supérieur	2 534,9
Education prioritaire et dédoublement des CP et des CE1 et GS	Éducation	2 419,9
CEJ Contrat d'engagement jeune	Éducation	1 805,0
Apprentissage (Secondaire)	Emploi	1 622,1
Bourses et aides au mérite (niveau du secondaire)	Éducation	753,5
Missions locales	Emploi	633,2
Le service civique	Autres domaines	498,8
Apprentissage (Supérieur)	Emploi	491,7
Contrats aidés	Emploi	424,9
Restauration et résidences universitaires	Enseignement supérieur	371,9
Le service militaire adapté	Autres domaines	261,9
Le pass Culture part individuelle (volet culture)	Autres domaines	198,5
Journée défense et citoyenneté (JDC)	Autres domaines	113,5
Erasmus +	Enseignement supérieur	106,8
Bourses et aides, scolarité des Français à l'étranger	Emploi	105,9
Total		12 342,4

Une coordination à revoir sur le terrain

Source : France Stratégie



LA MIXITÉ SOCIALE ET SCOLAIRE DE MOINS EN MOINS UNE RÉALITÉ

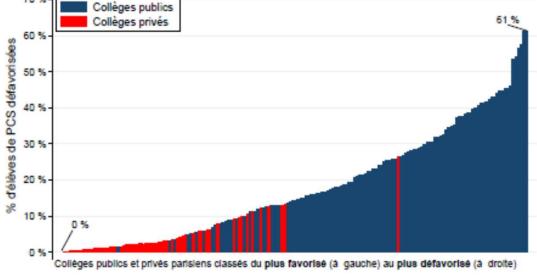
Une nécessité qui participe de l'égalité des chances

Une action publique insuffisante en manque de cohérence :

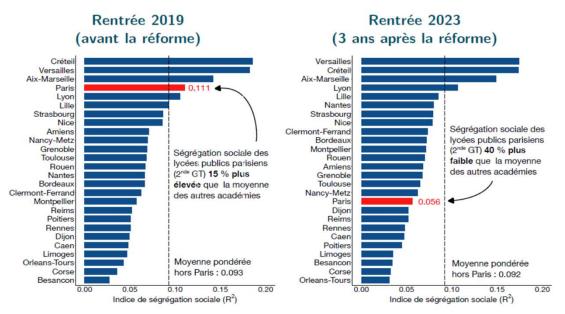
- Des mesures intéressantes mais modestes
- L'expérimentation des secteurs multicollèges

La question centrale de l'enseignement privé

- La portée très relative des conventions
- Des contradictions



Source: IPP, rapport n°31, février 2021



Proposition: Systématiser les accords entre autorités académiques et établissements d'enseignement privé sous contrat et conditionner les moyens qui leur sont alloués au respect des engagements de promotion de mixité sociale

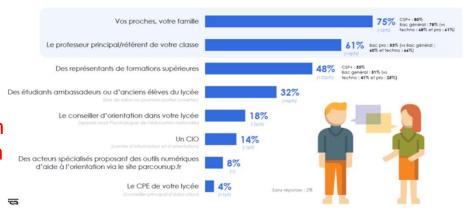
Source : Rectorat de Paris, comité de suivi Afflenet, mars 2023



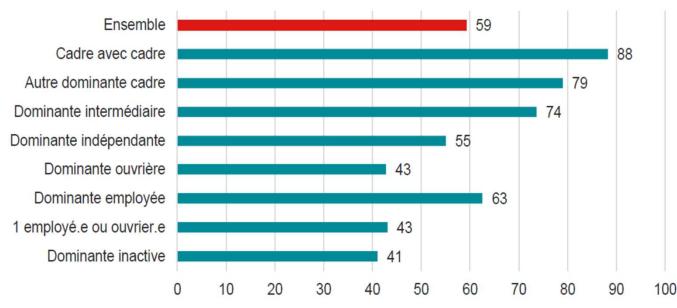
L'ACCÈS À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'orientation ne rebat toujours pas suffisamment les cartes des déterminants socioculturels

Proposition : Garantir un parcours d'orientation effectif aux collégiens et lycéens, notamment en dédiant réellement les 54 heures annuelles prévues à des activités d'orientation dans tous les établissements, par leur inscription dans les emplois du temps et leur prise en compte dans la dotation horaire globale



Source: Baromètre Parcoursup 2023



Les effets modestes des mesures de soutien pour l'accès à l'enseignement supérieur:

- Les quotas de boursiers, décisifs pour moins de 15 000 lycéens sur 672 000 néo bacheliers en 2023
- 160 000 élèves encordés
- 1500 diplômés issus des Conventions éducation prioritaire de Science po depuis 2001

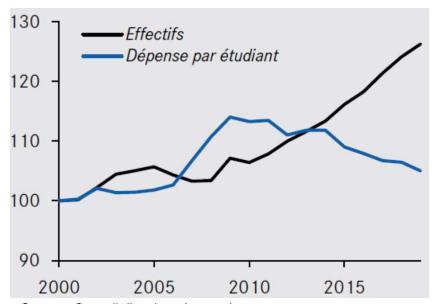
Source: Céreq, Parcours scolaires et insertion professionnelle, 2023



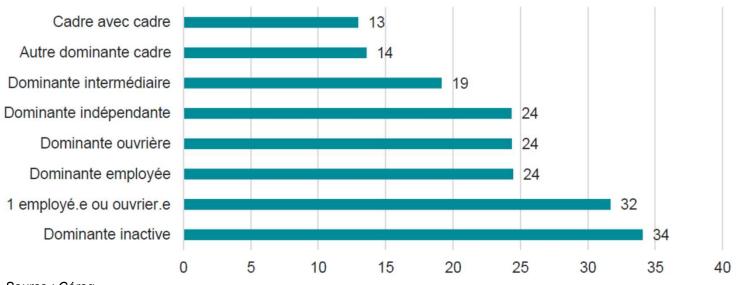
CONFORTER LES DISPOSITIFS D'ACCOMPAGNEMENT

Proposition : Pérenniser les financements des dispositifs de soutien à la réussite des étudiants, en particulier à l'université

Proposition : Réaliser des évaluations d'impact des dispositifs d'ouverture sociale et d'accompagnement à la réussite des études institués dans le cadre de la politique d'égalité des chances.



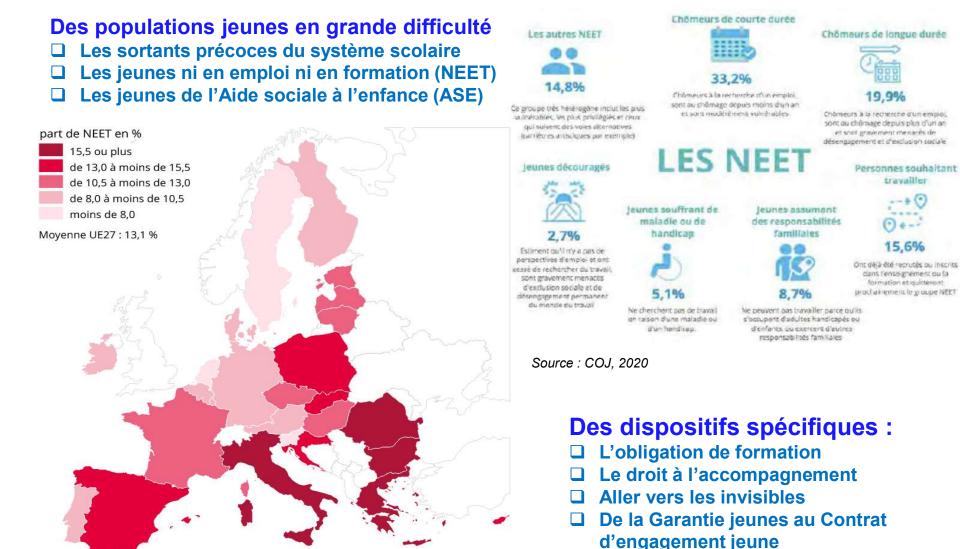
Source: Conseil d'analyse économique



Source: Céreq



LES FREINS À LA MOBILITÉ DESCENDANTE : LES POLITIQUES DE LA DEUXIÈME CHANCE



Source : INSEE, 2023



PERMETTRE AUX JEUNES DE PRENDRE LEUR DESTIN EN MAINS POUR UNE APPROCHE GLOBALE FAVORISANT L'ÉMANCIPATION ET L'AUTONOMIE

Proposition : Engager un débat national en vue de l'adoption d'une loi de programmation des politiques de jeunesse permettant de poser le cadre des réformes à entreprendre.

Proposition:

Conférer un statut législatif au Conseil d'orientation des politiques de jeunesse





Proposition : Harmoniser les droits et prestations dont peuvent bénéficier les jeunes.

Proposition : Expérimenter la mise en place de guichets uniques